

Extract of Pour Info - FSU - En ligne

<http://pourinfo.fsu.fr/Rencontre-FSU-SFR-avec-Nora-BERRA.html>

# **Rencontre FSU-SFR avec Nora BERRA**

- Archives - Année 2009-2010 - N°458 - Du 8 au 12 mars - 2010 -

Publication date: vendredi 12 mars 2010

---

**Copyright © Pour Info - FSU - En ligne - Tous droits réservés**

---

### **Compte rendu de la rencontre FSU- SFR avec Nora Berra, secrétaire d' Etat aux aînés le mardi 16 février**

Pour la FSU : Elizabeth Labaye

Pour la SFR : Bénédicte Vrain- Catherine Lecointe- Joël Chenet

C'est à notre demande que nous avons été reçus par la secrétaire d'état aux aînés et son cabinet.

Elizabeth Labaye fait une présentation de la FSU puis de la SFR et de son positionnement original au sein de la FSU. Elle précise l'intérêt porté par la FSU aux questions liées au vieillissement et à la perte d'autonomie.

Bénédicte Vrain expose ensuite les mandats que la SFR a reçus du congrès de Lille, particulièrement celui de la création d'un service public dont elle définit les contours : ce service public aurait pour mission de fixer un cadre général, de définir un cahier des charges afin qu'en tout lieu du territoire les règles soient identiques en matière de prise en charge.

Nora Berra dit se « féliciter » de cette entrée en matière car pour elle c'est le rôle du gouvernement d'impulser des « politiques d'intérêt général ». C'est précisément sur ce sujet qu'elle travaille et elle nous informe qu'après avoir consulté les parties prenantes, s'être rendue sur le terrain et avoir rencontré de nombreux acteurs elle doit faire une conférence de presse le jeudi 18 février sur le « Vivre chez soi ». Six commissions vont être mises en place sous la direction du Dr Alain Franco, gérontologue à Grenoble : habitat, mobilité, urbanisme, référentiels métiers, formations, conditions de travail, nouvelles technologies, discriminations

Le travail de ces commissions devrait aboutir à un système national de labellisation des organismes prenant en charge les personnes âgées et les personnes dépendantes.

Une commission sur la sécurité des personnes âgées, en commun avec le Ministère de l'Intérieur sera aussi mise en place.

A partir de quelques situations, nous avons développé notre demande de cadrage national par rapport aux transports, au logement social adaptable, à l'accès aux soins. Après avoir insisté sur la nécessité de personnel qualifié, formé, ayant des perspectives de carrière, nous avons demandé que soit défini un cadrage national du contenu des formations. Ces formations étant assurées par le service public de formation initiale et continue. Nous rappelons qu'en matière de formation professionnelle et technologique initiale et continue la FSU est reconnue pour son expertise et qu'elle souhaite être consultée sur cette question. L'accroissement des besoins va nécessiter des créations en emplois notamment au niveau BTS dans le secteur sanitaire et social ; nous rappelons l'importance de la série SMS.... La ministre dit partager notre préoccupation, et déclare être favorable à une audition de la FSU sur ce sujet lorsque la commission y travaillera ; mais elle s'en tient à la définition d'un référentiel que les régions devront intégrer dans leurs plans de formation. Elle reconnaît que la situation n'est pas bonne : multiples associations, secteur privé... qui n'offrent pas aux jeunes souhaitant s'investir dans ce secteur la possibilité de s'inscrire dans un projet professionnel. Elle souhaite que se crée une filière de métiers en développant la formation initiale et la VAE, en instituant des passerelles entre métiers, de façon que les salariés puissent faire carrière dans cette filière. Nous rappelons que nous sommes attachés à ce qu'ils aient un statut de fonctionnaire territorial.

Nous lui faisons part des dysfonctionnements que nous constatons dans nos régions et nos départements notamment dans l'aide à domicile et insistons sur notre demande d'organisation du secteur, de définition du « qui fait quoi ». Nous insistons sur les difficultés financières des collectivités territoriales qui ont la charge du secteur personnes âgées mais n'ont pas reçu les moyens de faire face à leurs missions. La ministre dit ne pas nous suivre pas dans cette analyse. Elle connaît les difficultés dans le financement de l'aide à domicile mais ne peut répondre aux demandes que lui adressent les associations et qui s'élèvent à plusieurs centaines de millions d'euros. Elle préconise une labellisation et une mutualisation autour « des plus importantes ». Elle proposera une péréquation des ressources prenant en compte les inégalités territoriales. Sur les restes à charge, elle nous annonce des mesures prises avec la participation de la CNSA : prime de 90Euros pour les personnels acceptant une formation de 140 heures sur les troubles gérontologiques Alzheimer. L'assurance maladie prendra totalement en charge les soins dans une série d'établissements.

Nous lui faisons part de nos préoccupations sur la prise en charge de la perte d'autonomie après les déclarations du Président de la République. Une nouvelle fois les questions sont repoussées, la concertation avec les partenaires sociaux ne commençant qu'après le bouclage du dossier des retraites. L'absence de mesures laisse le champ libre aux entreprises diverses qui installent des services ou des assurances. Pour la ministre il est plus efficace de déconnecter ce dossier de celui des retraites, les décisions interviendront fin 2010 ou début 2011. Rien n'est décidé, le dossier en est au stade des propositions et les discussions se poursuivent sur les quatre sources de financement : solidarité nationale, solidarité familiale, patrimoine en recherchant comment éviter une sollicitation des descendants, et part assurancielle.

En fin d'entretien nous sommes revenus sur le statut du retraité dans la société. La nouvelle donne démographique doit amener des évolutions fortes dans notre organisation sociale pour tenir compte de cette « troisième vie », il faut en débattre. Nous évoquons la mise en place d'actions d'accompagnement du vieillissement.

Pour conclure la Ministre nous dit qu'elle partage cette problématique et envisage des consultations, pour préparer la retraite : bilan de compétence, déterminer les centres d'intérêts, préparer la « longévité ».... Elle nous cite des expérimentations en cours dans trois régions.

Au final une rencontre intéressante qui devrait avoir des suites - la ministre et son cabinet ont dit vouloir nous revoir - et qui a positionné la FSU et la SFR dans ce champ social important.